

DONALD JOHNSTON

Associé fondateur, Heenan Blaikie, ancien secrétaire général, OCDE

Dominique Moisi, conseiller spécial, Ifri

I have to contradict what you said, that there is no dictator. There is a dictator; I am the dictator in the name of time and justice. We now move to another subject which is really fundamental and at the heart of everything. Donald Johnston, former Secretary-General of the OECD, will deal with the issue of corruption, which is the poison at the root of so many situations.

Donald Johnston, associé fondateur, Heenan Blaikie, ancien secrétaire général, OCDE

Vous m'avez demandé sur quel sujet j'aimerais m'exprimer et j'ai évoqué la corruption, notamment parce que je reviens tout juste du 15^e anniversaire de l'adoption de la convention anticorruption de l'OCDE, dans laquelle Transparency International a joué un grand rôle. J'étais secrétaire général de l'OCDE à l'époque, nous avons réussi à imposer cette convention et nous étions tous très enthousiastes. Je suis heureux d'affirmer que l'enthousiasme est intact. Peter Eigen, fondateur de Transparency International, était présent et Mark Pieth, qui préside le comité depuis 20 ans, se retire, l'événement était donc triste et festif à la fois.

J'ai soulevé cette question car elle n'est pas inscrite au programme à sa juste mesure. Quelques faits, d'abord. Le Forum économique mondial a également mis en place un organe dans lequel Mark Pieth est très impliqué. On estime que la corruption représente 5 % du PIB mondial et la Banque mondiale, dont les statistiques sont plutôt exactes, confirme que le volume de corruption s'élève à au moins 1 trillion de dollars US. Cette dimension entrave le développement social, économique et politique, pas seulement des marchés en développement, même si c'est principalement d'eux qu'il s'agit, mais aussi des marchés développés. Nous disposons d'une liste de pays dans lesquels la corruption est très présente, et nombre d'entre eux sont signataires de la Convention anticorruption ; celui qui peut-être devrait y figurer et n'y est pas, c'est la Chine.

L'année dernière, j'ai été convié à m'exprimer sur la corruption dans deux pays, la Serbie et la Chine, qui sont très préoccupés par cette question. L'adhésion de la Serbie à l'Union européenne repose en partie sur cette question et la Chine refuse pour le moment de signer la Convention ; même si elle le faisait, cela pourrait ne pas résoudre ses problèmes car la Convention a été pensée pour toucher les pays qui sont sur le versant de l'offre, pour établir concrètement un terrain de jeu équitable entre les pays de l'OCDE, dont émanait la majeure partie de la corruption à l'époque, il y a quinze ans. Elle dénature les échanges, ébranle les gouvernements, et fait perdre aux citoyens leur confiance à l'égard de leurs pouvoirs publics et de la démocratie.

Je vais vous donner un exemple. L'université dans laquelle je me suis exprimé en janvier a mené une étude en Chine sur ce qui préoccupe le plus les Chinois, dix réponses ont été données. La première était la sécurité alimentaire, la deuxième la corruption. Dans combien de pays ces thématiques arriveraient-elles en premier ? Vous vous rappelez sans doute que, lorsque le président Hu s'est retiré, il a déclaré que la corruption pouvait anéantir l'État, le Parti et renverser le gouvernement lui-même – et c'est la deuxième plus grande économie mondiale qui fait cette déclaration. La corruption est tellement systémique qu'elle peut réellement avoir un impact macroéconomique, ce qui est le cas dans de nombreux pays.

Nous avons eu une discussion sur l'Afrique aujourd'hui, et Mo Ibrahim est sur la bonne voie du côté de la demande, car il évoque la question de la gouvernance. Dès qu'on observe une gouvernance juste et positive, le secteur public est épargné par ce type de corruption. Les chiffres que j'ai donnés concernent seulement le secteur public, et non pas la corruption dans le secteur privé, dont nous savons qu'elle existe dans tous nos pays. Personne n'a les mains propres, aucun pays ; nous avons eu nos propres incidents au Canada et les États-Unis ont eu les leurs, en général à l'échelle municipale ou locale.



Je soulève la question pour rappeler que nous ne ferons pas beaucoup avancer certains pays sauf à faire reculer la corruption. 20 à 40 % de l'aide directe officielle, c'est-à-dire l'aide des banques, des agences, etc. est déviée de ses objectifs et termine sur des comptes bancaires privés en Suisse ou ailleurs. D'autres actions portent sur le flux de ces financements vers des paradis fiscaux comme la Financial Action Task Force, qui se concentre sur le blanchiment d'argent. D'autres accords visent à réduire ou éradiquer les règles du secret bancaire. La corruption est une bataille qui doit être menée sur beaucoup de fronts mais je tiens surtout à vous rappeler que la corruption est un problème bien plus grave que ce que nous voulons bien admettre.